

Pablo Ortiz-T.

En Équateur, la population actuelle est de 17.475.570 habitants (Institut national de la statistique et des recensements INEC, août 2020), et il y a 14 nationalités autochtones, qui totalisent environ 1.100.000 habitants et participent à un ensemble d'organisations locales, régionales et nationale.

24,1% vivent en Amazonie et appartiennent à 10 nationalités ; 7,3 % des *Kichwa* andins habitent la Sierra Sur ; et les 8,3% restants vivent dans la région côtière et les îles Galapagos. A ce jour, et après plus de huit ans de nouvelle Constitution et vingt ans de ratification de la Convention 169 de l'OIT dans le pays, il n'existe pas de politiques publiques précises et claires qui préviennent et neutralisent le risque de disparition de ces peuples.

Évènements en 2020

Tout au long de 2020, quatre événements ont directement affecté les conditions de vie et les droits économiques et sociaux des peuples et nationalités autochtones de l'Équateur :

- les séquelles de la grande mobilisation populaire d'octobre 2019 ;
- le déclenchement de la pandémie de COVID-19 ;
- la rupture de l'oléoduc principal et le déversement d'hydrocarbures qui s'en est suivi ; -
- le différend politique entourant les élections présidentielles et législatives de 2021.

Criminalisation de la contestation sociale d'octobre 2019

Les premiers mois de 2020 ont été clairement marqués par la réaction négative du gouvernement équatorien dirigé par le président Lénine Moreno, face à la contestation populaire déclenchée en octobre 2019. D'une part, son insistance sur la thèse d'un complot de coup d'État dirigé par l'ancien président. Rafael Correa, impliquant des gouvernements tels que le Vénézuélien et différents groupes et dirigeants autochtones. D'autre part, il a persisté dans sa volonté d'imposer à tout prix le Plan d'ajustement économique convenu avec le Fonds monétaire international pour atténuer la situation économique difficile que traverse le pays, et exacerbée par la pandémie de COVID-19.

Sur le premier point, le gouvernement Moreno a rejeté le rapport présenté le 14 janvier 2020 par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), faisant suite à la mission de la CIDH dans le pays fin octobre 2019 qui a reçu les témoignages de 439 personnes, dont des policiers, des journalistes, des militaires, des autorités, des leaders sociaux et des familles de victimes des morts et des blessés des manifestations.¹

Dans ses conclusions, la CIDH tient la police nationale et les forces armées pour responsables d'avoir commis des « violations graves des droits humains contre le mouvement autochtone ».

Parmi les recommandations, la CIDH appelle :

- au respect et à la garantie du droit de manifester, à la liberté d'expression, à la réunion pacifique et à la participation politique de la population ;
- à l'établissement d'un plan d'action immédiate et de réparation globale pour les victimes des manifestations et leurs familles;
- à la prise de mesures visant à punir les responsables d'actes de violence ;
- à maintenir, depuis le plus haut niveau de l'État, un processus national de dialogue qui permet aux personnes qui seront affectées par les décisions économiques des autorités de recevoir des informations.²

Face à ces propositions, María Paula Romo, ministre de l'Intérieur, a mis en exergue la thèse du complot, les actes de « vandalisme et l'atteinte à la propriété privée » et a nié que les morts et les blessures causées aux manifestants étaient de la responsabilité des forces répressives de l'État³. Elle est également passée de l'offensive rhétorique aux faits: des actions judiciaires coordonnées entre le ministère du Gouvernement et le parquet ont abouti à des citations à comparaître et à des ordonnances d'emprisonnement à l'encontre de membres du soi-disant Mouvement de la révolution citoyenne proche de l'ancien président Correa.

En outre, plus de 500 dirigeants sociaux et membres d'organisations sociales, de femmes, d'étudiants et d'autochtones ont été appelés à comparaître devant les tribunaux. Les actions les plus pertinentes ont été celles contre Jaime Vargas et Leonidas Iza, à qui le parquet a ouvert une enquête pour « *des crimes présumés d'incitation au sabotage, à la rébellion et au terrorisme* »⁴

Parallèlement à ces événements, la Confédération des nationalités autochtones de l'Équateur (CONAIE) a déposé une plainte contre l'État pour « *crimes contre l'humanité* » et a demandé à la Cour constitutionnelle de déclassifier les documents liés à la grève et à la mobilisation d'octobre 2019. La plainte contient des preuves concernant « *la violation systématique et la persécution par l'État des dirigeants sociaux* ».⁵

La pandémie de COVID-19, son impact et ses réponses dans les communautés autochtones

La pandémie de COVID-19 est arrivée dans le pays dans une phase avancée du soi-disant « plan d'austérité » mis en œuvre par le gouvernement, qui s'est concentré sur le licenciement de plus de 50.000 fonctionnaires du secteur public et une réduction du budget de l'éducation et de la santé.

Selon l'Institut national de la statistique et des recensements, fin 2019, les chiffres de la pauvreté ont enregistré une augmentation à 25,5% au niveau national, et à 43,8% au niveau rural, affectant particulièrement la population paysanne et autochtone, presque deux fois plus que la moyenne nationale.

Les indicateurs les plus élevés de malnutrition, de mortalité infantile, de chômage et de sous-emploi affectent les peuples autochtones, reproduisant une structure socio-historique et territoriale très exclusive.⁶

Selon les données du *Consejo Nacional de Igualdad de Pueblos y Nacionalidades* / Conseil national pour l'égalité des peuples et des nationalités, lors de l'évaluation de la conformité aux Objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2020, sur l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, il a été établi que seulement 43,8% des peuples autochtones ont accès à l'eau en toute sécurité, tandis qu'en Amazonie, moins de la moitié de la population (42,5%) a un accès sûr et dans le cas des communautés rurales, ce chiffre n'est que de 51,4%. Cette enquête précise que les fournitures pour le lavage des mains sont plus rares en Amazonie (72,8 %) et dans la population autochtone (68,6%).

Dans ce cadre, les déterminants sociaux de la pauvreté sur les conditions de santé posent un scénario très défavorable et de plus grand risque pour les communautés autochtones sur l'ensemble du territoire, et plus encore dans les régions reculées comme la forêt amazonienne.

Selon Andrés Tapia, responsable de la communication de la *Confédération des nationalités indigènes de l'Amazonie équatorienne* (CONFENIAE) :

« (...) la situation devient critique en raison de la situation géographique de nombreuses communautés, auxquelles on ne peut accéder que par voie aérienne ou fluviale, ce qui complique tout type de soins de santé. Dans cette circonstance, nous parlons d'une vulnérabilité très élevée et en particulier chez les peuples et les nationalités à faible densité de population (...). »⁸

Un cas illustratif est l'expérience de la nationalité Siekopai. Lorsque COVID-19 a frappé les communautés de Siekopai, les premiers morts sont décédés sans jamais avoir été examinés. La réponse du gouvernement a été extrêmement lente : les premiers résultats des tests sont apparus deux semaines après le premier décès.

Justino Piaguaje, président de l'Organisation de la nationalité Siekopai (*Organización de la Nacionalidad Siekopai/ OISE*), a accusé le gouvernement de les abandonner à leur sort dans des communautés reculées, entourées de champs de pétrole et de palmeraies.

« Nous sommes 700 personnes et la mort d'un de nos aînés, en plus de la douleur d'être un être cher dans notre famille, signifie la disparition de la langue, de la mémoire historique, de la spiritualité et de la connaissance de nos sciences ancestrales », explique Piaguaje.

Pour Jimmy Piaguaje, cinéaste : *« Nous avons eu peur de disparaître »*.⁹

Au plus fort de l'épidémie, qui a connu des moments dramatiques lorsque les morgues de la ville de Guayaquil, la plus grande du pays, ont débordé, il est devenu clair que le gouvernement Moreno n'effectuerait pas de tests ou de tests massifs et pariait sur une "discutable" immunité du troupeau. »¹⁰

Pendant ce temps, les communautés autochtones ont essayé d'établir elles-mêmes des quarantaines. Dans le cas de l'Amazonie, dirigé par la CONFENIAE, certaines institutions de soutien et organisations de base, ont lancé une plate-forme interactive de surveillance en ligne pour suivre les cas de la maladie dans les communautés autochtones et identifier les épidémies pour les brigades médicales, les tests de PCR et de kits d'urgence pourraient être dirigés vers les endroits qui en avaient besoin.

Jusqu'en novembre, la plateforme avait enregistré plus de trois mille cas dans les dix nationalités autochtones.

Carlos Mazabanda, coordinateur de terrain d'Amazon Watch pour l'Équateur, qui a travaillé à la création de la plateforme, a noté : « *En l'absence de réponse du gouvernement, les peuples autochtones ont été contraints de prendre les choses en main.* »¹¹

L'une des actions les plus marquantes, dans le cas des Siekopai, a été le déplacement de toute la communauté vers l'intérieur de leur territoire à Lagartococha, à la frontière avec le Pérou, où vivent également leurs proches, afin d'intensifier l'isolement et de prendre mesure les mesures préventives fondées sur la connaissance dans la médecine ancienne, où le rôle des guérisseurs sages et des chefs spirituels est crucial.

Alfredo Payaguaje, l'un des sages, décrit les fonctions de chaque plante : une herbe appelée *umu'co*, ou griffe de chat, aide contre la fièvre ; un gingembre sauvage soulage la toux ; l'écorce amère du quinquina, pleine de quinine, soulage l'inflammation.

La forêt est comme un grand supermarché, dit-il :

*« (...) il y a des choses qu'on mange ; avec d'autres tu construis, mais aussi d'autres sont des remèdes qui guérissent ».*¹²

Mais toutes n'ont pas été des actions réussies. La pandémie a fait de nombreuses victimes et le risque menace l'intégrité de communautés entières. Dans un environnement affecté par l'absence de soins médicaux publics, les communautés ont décidé de se conformer au protocole de prévention CONFENIAE, qui explique ce que c'est et comment prévenir la propagation du COVID-19 et que faire en cas de présentation de symptômes associés à le virus.

Au 25 novembre 2020, la CONFENIAE avait effectué 9 522 tests pour détecter le COVID-19. Sur ce nombre, 3 240 étaient des cas positifs, 5 619 négatifs et 663 cas suspects. Jusqu'à présent, il y a 2 229 personnes récupérées et 50 décédées. Alors que les organisations autochtones tentaient d'isoler leurs communautés et d'établir un confinement plus strict, et que les industries pétrolières, minières et forestières continuaient leurs opérations de manière régulière, augmentant - par le biais des travailleurs - les risques de contagion pour les communautés¹³.

Effondrement d'un oléoduc et marée noire dans le nord de l'Amazonie

Mardi 7 avril 2020, près d'un mois après le début de la crise pandémique, un autre événement catastrophique s'est produit : la rupture du système pipelinier transéquatorien et de l'oléoduc Shushufindi-Quito, provoquant un déversement de brut et de carburant en quantités non signalées, dans le Secteur San Rafael, à la frontière entre les provinces de Napo et Sucumbíos.¹⁴

La cause de l'accident était due à l'érosion du chenal de la rivière Coca, qui a provoqué un affaissement de terrain et la formation d'un gouffre de 70 mètres et une diminution de la pression des canalisations. Les sociétés Petroecuador et OCP Ecuador ont signalé l'événement et qu'elles avaient suspendu le pompage de pétrole brut, mais n'ont pas averti du déversement de pétrole, de sorte que les communautés qui utilisent l'eau de la

rivière Coca et de la rivière Napo n'ont pas pris les mesures préventives nécessaires pour protéger toi.

Trois jours plus tard, le vendredi 10 avril, René Ortiz Durán, ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles non renouvelables, s'est aventuré à calculer que la marée noire était de 4.000 barils. Cependant, les résidents des communautés installées sur les rives de la rivière Coca ont déclaré que ce déversement est le plus important qu'ils aient vu. Certains experts estiment que la quantité dépasse facilement 15.000 barils.¹⁵

Les impacts sont énormes le long de la rivière Coca, qui se jette dans la rivière Napo, un affluent du fleuve Amazone. Selon la CONFENIAE, le déversement aurait touché au moins 150 communautés autochtones et paysannes, abritant environ 100.000 personnes. La marée noire, traversant le fleuve Napo, a traversé la frontière équatorienne et a atteint la ville de Cabo Pantoja dans le département de Loreto, au Pérou. De plus, la route du déversement se trouve à proximité ou à l'intérieur de trois parcs nationaux : Cayambe Coca, Sumaco-Napo Galeras et Yasuní.¹⁶

Face au déversement qui s'est produit, la société d'État Petroecuador et la société privée Oleoducto de Crudos Pesados (OCP) ont annoncé des activités de dépollution environnementale. Selon Pablo Flores, directeur général de Petroecuador :

« (...) il est essentiel que chaque point visité et corrigé soit conforme aux normes environnementales, y compris l'élimination de la végétation contaminée, la mise en place de matériaux absorbants et l'élimination du pétrole brut des sols contaminés et de se faire soigner par un gestionnaire qualifié (...) nous avons livré des kits d'eau et de nourriture, des denrées non périssables considérées comme basiques et indispensables ».

Selon des sources officielles, ils ont investi environ 4 millions de dollars dans des actions de réhabilitation environnementale, auxquelles 1.191 personnes ont participé, et 85% d'entre elles appartiennent aux communautés locales. Cependant, pour les communautés locales affectées, les actions des entreprises responsables ont été insuffisantes.¹⁷

Face aux dommages environnementaux, économiques et sanitaires causés par le déversement, plusieurs organisations ont présenté une action de protection et demandé des mesures conservatoires à l'encontre de l'État et des sociétés OCP et Petro-Ecuador, notamment la fourniture d'eau potable et de nourriture suffisante à tous les membres de la communautés touchées, jusqu'à ce que les rivières Coca et Napo retrouvent leur état d'avant le déversement.¹⁸

Selon Carlos Jipa, président de la *Federación de Comunas Unión de Nativos de la Amazonía Ecuatoriana*/ Fédération des communes de l'Union des autochtones de l'Amazonie équatorienne (FCUNAE) et représentant des personnes concernées :

« Nous souffrons déjà de diverses maladies du pétrole, maintenant nous devons également faire face à une pandémie. L'État, encore une fois, ne nous a pas inclus dans ses plans d'urgence. Nous nous sentons discriminés. C'est pourquoi, les familles

de la FCUNAE ont décidé de faire cette demande, car nous ne voulons pas que cela se reproduise"

Mardi 1er septembre, Jaime Oña, juge du premier tribunal des garanties pénales de la province d'Orellana, a rejeté ces demandes¹⁹.

Conflit politique avant les élections présidentielles et législatives

Au milieu des différentes crises économiques, sociales et sanitaires, dérivées de la pandémie et de la politique néolibérale mise en œuvre par le gouvernement Moreno, à la mi-2020, le processus de nomination des candidats a commencé à concourir aux prochaines élections présidentielles et législatives de février 2021.

Dans le cas des peuples autochtones, le processus n'a pas été sans controverse et sans divergences internes. La plus marquante est la tension générée entre la CONAIE et le *Movimiento Plurinacional Pachakutik* / Mouvement plurinational de Pachakutik (MPP)²⁰.

La principale était l'exclusion des dirigeants Jaime Vargas, président de la CONAIE, et Leonidas Iza, président du *Movimiento Indígena y Campesino de Cotopaxi* / Mouvement indigène et paysan du Cotopaxi, et la décision du Conseil politique national du MPP de nommer Yaku Pérez Guartambel comme candidat à la présidence de la République. Pérez, qui, auparavant était préfet d'Azuay, après avoir remporté les élections de section du 24 mars 2019.²¹

Iza et Vargas ont été les têtes les plus visibles lors des manifestations populaires d'octobre 2019 contre la politique néolibérale du gouvernement Moreno, qui les a placés dans le collimateur des autorités.

Selon Iza, la nomination du candidat du mouvement autochtone devrait être fondamentalement basée sur un exercice démocratique, avec la participation des organisations de base et de la CONAIE elle-même. De plus, il a souligné qu'il y avait des sondages, des études et des statistiques qui montrent qu'il a la plus haute acceptation de l'électorat. Cependant, Iza a expliqué que la décision des dirigeants du MPP était arbitraire :

« (...) aucun des processus Pachakutik n'a été démocratique (...) La candidature de Pérez Guartambel a même été annoncée le 28 juillet, alors qu'aucune élection primaire n'a même eu lieu, comme l'ordonne le Code de la démocratie (loi électorale).²²

Face aux élections présidentielles, les accords politiques établis entre le MPP et le gouvernement Moreno durant la première partie de son mandat entre 2017-2019, révèlent le virage politique de ce groupe, autrefois de gauche et de courants anti néolibéraux. Le MPP a soutenu le référendum promu par Moreno et une large coalition de partis de droite, qui a rendu possible la restructuration du Conseil pour la participation citoyenne et le contrôle social (*Consejo de Participación Ciudadana y Control Social* - CPCCS), un organe créé dans la Constitution de 2008, responsable de la nomination des autorités de contrôle de l'État (Parquet, Parquet, Bureau du Contrôleur et Conseil National Electoral). Le CPCCS s'est restructuré et composé de personnalités « anti-correista » a également nommé des personnalités partageant les mêmes idées dans ces organisations, afin d'interdire le Mouvement de la révolution citoyenne (MRC)

et de bloquer la participation éventuelle de l'ancien président Correa au processus électoral.²³

Pendant la crise d'octobre 2019, Pérez a été l'un des leaders qui ont accepté une trêve avec le gouvernement et ont eu un impact direct sur la démobilisation des bases autochtones, tandis que le MPP, à travers ses membres de l'assemblée, a soutenu directement plusieurs lois présentées par Moreno. La plus controversée d'entre elles serait la loi dite de développement productif et récemment la loi d'aide humanitaire et le code de la santé.

- La première loi faisait partie des accords du gouvernement avec le FMI et a permis l'élimination des subventions, la remise et/ou le report du paiement des impôts dus au trésor, entre autres aspects ;
- la seconde loi, a permis aux employeurs - en pleine pandémie - d'omettre les obligations prévues dans le Code du travail et de procéder au licenciement intempestif de travailleurs sous prétexte de réactiver l'économie touchée par la pandémie ;
- La troisième loi, relative à la santé a été niée et aurait permis de reconnaître - entre autres aspects - le droit à l'avortement comme un problème de santé publique et la possibilité pour les femmes d'avorter, sans être pénalisées, lorsqu'elles sont victimes de viol²⁴.

Pérez Guartambel, un avocat, avec une matrice idéologique maoïste –dont le Mouvement Démocratique Populaire (MPD) a participé aux précédentes élections de section–, a migré ces dernières années vers des positions plus écologiques et a été un membre éminent du soi-disant « *anti-correísmo* » ; Il a construit une image forte autour de la défense de l'eau, de la « *pachamama* », et de la lutte anti-mines dans la région sud de la Sierra. Il bénéficie d'une énorme sympathie parmi les groupes écologistes urbains métis, les mouvements de droite et les grands médias sociaux.

Iza a rejeté les accusations du gouvernement et de ses alliés d'être proche du Correísmo. "*Je ne fais pas partie du correísmo et je ne serai pas candidat dans une autre organisation politique, mais la direction de Pachakutik avec ses actions conduit à un divorce entre le parti et la CONAIE*", a-t-il conclu.²⁵

Notes et Références

1. "CIDH Presenta observaciones de su visita a Ecuador". OEA, 14 de enero de 2020. Disponible en <http://www.oas.org/es/cidh/prensa/comunica-/dos/2020/008.asp>
2. Documento ya citado.
3. "La CIDH no tiene competencia para investigar la violencia civil". *Primicias*, 23 de enero de 2020, Cf. Disponible en <http://www.primicias.ec/noticias/politica/cidh-competencia-investigar-violencia-civil>
4. "Leonidas Iza y Jaime Vargas rinden versión por supuesto secuestro: hubo una marcha para apoyar a dirigentes indígenas". *El Comercio*, Quito, 26 de octubre de 2020 Cf. Disponible en <https://www.elcomercio.com/actualidad/iza-var-c-gas-fiscalia-secuestro-protestas.html>
5. "Sarzos: En 10 días estará lista la demanda de la Conaie contra el Estado". *Diario Expreso*, Guayaquil, 6 de febrero de 2020, Cf. Disponible en <https://www.expreso.ec/actualidad/sarzos-10-dias-estara-lista-demanda-conaie-4778.html>

6. Instituto Nacional de Estadísticas y Censos (INEC). "Encuesta Condiciones de Vida 2020". Quito. Cf. Disponible en <https://www.ecuadorencifras.gob.ec/condiciones-de-vida-y-problemas-sociales/>
7. Secretaría Técnica Planifica Ecuador. "Informe de Avance del Cumplimiento de la Agenda 2030 para el Desarrollo Sostenible". Quito, 2019. Disponible en <https://www.planificacion.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2019/07/Informe-Avance-Agenda-2030-Ecuador-2019.pdf>
8. Romero Edgar, "¿Por qué los pueblos indígenas de la Amazonía ecuatoriana están en "riesgo inminente" ante la pandemia?", *Amazonía Socioambiental*, 14 de mayo de 2020, Cf. Disponible en <https://www.amazoniasocioambiental.org/es/radar/por-que-los-pueblos-indigenas-de-la-amazonia-ecuatoriana-es-tan-en-riesgo-inminente-ante-la-pandemia/>
9. Riederer, Rachel. "Fighting COVID-19 in the Amazon, with Herbs and the Internet". *The New Yorker*, 11 de diciembre de 2020 Cf. Disponible en <https://www.newyorker.com/news/news-desk/fighting-covid-19-in-the-amazon-with-herbs-and-the-internet>
10. "Coronavirus en Ecuador: cuerpos en las calles de Guayaquil en medio de la pandemia". *CNN*, 1 de abril de 2020, Cf. <https://youtu.be/f7L9ZIK3xIQ>. También en OECD. "Impacto Social del Covid-19 en Ecuador: desafíos y respuestas. Making Development Happen". Vol.4. Disponible en <https://www.oecd.org/dev/Impacto-social-COVID-19-Ecuador.pdf>
11. CONFENIAE. "Actualidad, autogestión e impacto de la pandemia en territorios Amazónicos". Cf. Disponible en <https://confeniae.net/2020/actualidad-auto-gestion-e-impacto-de-la-pandemia-en-territorios-amazonicos>
12. Tomado de Riederer, Rachel. "Fighting COVID-19 in the Amazon, with Herbs and the Internet". *The New Yorker*, 11 de diciembre de 2020, Cf. Disponible en <https://www.newyorker.com/news/news-desk/fighting-covid-19-in-the-amazon-with-herbs-and-the-internet>
13. CONFENIAE. "Monitoreo Covid-19. Actualización de registros de Covid 19 y lanzamiento del portal interactivo para monitoreo del impacto de la pandemia en territorios amazónicos". Disponible en <https://confeniae.net/covid19>
14. Paez, Antonio. "Ecuador: demandan al Estado y a empresas petroleras por derrame de crudo en los ríos Coca y Napo". *Mongabay Latam*, 30 de abril de 2020, Cf. Disponible en <https://es.mongabay.com/2020/04/derrame-de-petro-2-leo-rio-coca-indigenas-demandan-a-ecuador/>
15. "Más de 150 comunidades indígenas en el Oriente del Ecuador siguen afectadas por el derrame de petróleo". *El Universo*, 30 de abril de 2020, Cf. Disponible en <https://www.eluniverso.com/noticias/2020/04/30/nota/7827513/derrame-petroleo-afecta-mas-150-comunidades-indigenas-oriente/>
16. "Organizaciones y comunidades amazónicas demandan a entidades del Estado por el derrame de petróleo causado por rotura de oleoducto". *El Universo*, 29 de abril de 2020, Cf. Disponible en <https://www.eluniverso.com/noticias/2020/04/29/nota/7826484/ongs-comunidades-amazonicas-demandan-entidades-estado-derrame-crudo/>
17. "Gerente general de EP Petroecuador, Pablo Flores, minimiza el impacto del derrame de crudo en los ríos Coca y Napo por la ruptura del SOTE/OCP/Poliducto a 7 comunidades". 16 de abril de 2020, Cf. https://ddhhecuador.org/sites/default/files/documentos/2020-04/Alerta_21_Hipervinc.pdf; Petroecuador EP. "Gerente General de EP Petroecuador informó a la Comisión de Biodiversidad de la Asamblea Nacional sobre acciones de remediación ambiental y trabajos en el SOTE". 20 de abril de 2020. Disponible en <https://www.eppetroecuador.ec/?p=8480>
18. "Organizaciones sociales demandan al estado ecuatoriano por derrame de crudo en la amazonía en Amazonía Socioambiental". *Amazonía Ambiental*, 29 de abril de 2020, Cf. Disponible en <https://www.amazoniasocioambiental.org/es/radar/organizaciones-sociales-demandan-al-estado-ecuatoriano-por-derrame-de-crudo-en-la-amazonia/>

19. Nación Siekopai. "Carlos Jipa, presidente FCUNAE, sobre derrame de crudo". Facebook, 27 de abril de 2020, Cf. Disponible en <https://ms-my.facebook.com/siekopai/videos/carlos-jipa-presidente-fcunae-sobre-derrame-de-crudo/237806380765705/>
20. "Jaime Vargas Jaime Vargas marca distancia con Pachakutik de cara a las elecciones". *El Comercio*, 16 de diciembre de 2020, Cf. Disponible en <https://www.elcomercio.com/actualidad/vargas-pachakutik-elecciones-conaie-organizaciones.html>
21. "No estamos necios' dice Leonidas Iza, tras inscribir su precandidatura para las presidenciales del 2021 que organiza Pachakutik". *El Universo*, 8 de agosto de 2020, Cf. Disponible en <https://www.eluniverso.com/noticias/2020/08/08/nota/7935240/elecciones-presidenciales-ecuador-2021-candidatos-leonidas-iza/>
22. "Leonidas Iza: 'Ninguno de los procesos de Pachakutik ha sido democrático'". *Diario Expreso*, 17 de agosto de 2020, Cf. Disponible en <https://www.expreso.ec/actualidad/leonidas-iza-ninguno-procesos-pachakutik-sido-democratico-88131.html>
23. Sánchez, Gonzalo. "Pachakutik, partido de Yaku Pérez, ha sido uno de los sostenes de Lenín Moreno". *El Estado.Net*, 1 de febrero de 2021, Cf. <https://elestado.net/2021/02/01/pachakutik-yaku-perez-sostenes-lenin-moreno/> ; Cf, también en: Ramírez Gallegos, Franklin. "Las masas en octubre. Ecuador y las colisiones de clase". *Nueva Sociedad* No284, Noviembre-Diciembre 2019. Disponible en <https://nuso.org/articulo/las-masas-en-octubre/>
24. Toscano, Dax. "Pachakutik y su relación con la derecha: nada nuevo bajo el sol". *Ruta Crítica*, 13 de febrero de 2021, Cf. Disponible en <https://rutakritica.org/blog/2021/02/13/pachakutik-y-su-relacion-con-la-derecha-nada-nuevo-bajo-el-sol/?v=3fd6b696867d>
25. José Rabalino. "Según Leonidas Iza, los procesos internos en Pachakutik no han sido democráticos". *Pichincha Comunicaciones*, 17 de agosto de 2020, Cf. Disponible en <http://www.pichinchacomunicaciones.com.ec/segun-leonidas-iza-los-procesos-internos-en-pachakutik-no-han-sido-democraticos/>

Pablo Ortiz-T. PhD, Msc. CC.Políticas y Sociólogo. Profesor de la Universidad Politécnica Salesiana (UPS), Sede Quito. Coordinador del Grupo de Investigación Estado y Desarrollo (GIEDE). Contacto: portiz@ups.edu.ec

Source : IWGIA *El Mundo Indígena 2021*

Traducción par le GITPA